

## Burundi : nombreux défis pour l'application du code de conduite pour les élections

RFI, 10-06-2014 Un « code de bonne conduite » symbolique pour les élections au Burundi Le gouvernement, les partis et acteurs politiques burundais ont signé lundi un code de conduite pour des élections « libres, apaisées et inclusives » en 2015, à moins d'une année des élections générales. Cette cérémonie s'est tenue dans un climat de tensions politiques et de méfiance générale. La signature du code de conduite pour les futures élections s'est tenue en présence d'une cérémonie officielle parrainée par les Nations unies, deux jours à peine après que des jeunes du CNDI, FDD, le parti au pouvoir, armés de gourdins et de pierres aient attaqué et blessés des opposants, dans l'est du pays.

La signature intervient également une semaine après une visite des envoyés spéciaux de l'ONU, de l'Union africaine, de l'Union européenne et des Etats-Unis, qui avaient alors dénoncé « les entraves aux libertés » et aux activités de l'opposition. La signature de ce code de conduite ne pouvait mieux tomber pour le gouvernement burundais. Non seulement l'ensemble des 44 partis politiques agrégés au Burundi y a adhéré, mais même les principaux opposants, dont le président Pierre Nkurunziza, qui ont voté en faveur de la tête de leurs partis avec la bénédiction du pouvoir, ont signé le texte. Mais, malgré toutes ces belles signatures, la mise en application de ce code de conduite risque de se heurter très rapidement à de nombreux défis. Le défi de la violence politique En premier lieu, celui de la violence politique, imputée essentiellement aux Imbonerakure, les membres de la ligue de jeunes du parti au pouvoir. Autres défis majeurs, selon l'opposition, les restrictions aux libertés civiles et politiques, l'immixtion du pouvoir dans les affaires internes des partis politiques, le harcèlement judiciaire des leaders d'opposition et de la société civile et, surtout, la question du troisième mandat pour l'actuel chef de l'Etat. L'opposition assure avoir signé « par respect pour la communauté internationale » ce texte. Cela ne servira à rien, dit-elle, « si ces défis ne sont pas relevés ».